

Éric Zemmour : la liberté d'expression à tout prix ?



La rentrée 2018 a débuté, pour le journaliste habitué à créer la polémique Éric Zemmour, sur les chapeaux de roues. Entre la publication de son troisième ouvrage, Destin Français (Albin Michel) et son altercation avec la chroniqueuse Hapsatou Sy, le polémiste n'a pas eu le temps de s'ennuyer. Cependant, les deux faits qui viennent d'être évoqués ont été considérés, par les milieux pensants actuels comme, peut-être, les gouttes d'eau qui ont fait déborder un vase déjà rempli à ras bord. Dès le 13 septembre, lendemain du différend télévisuel entre Mme Sy et M. Zemmour, des voix se sont élevées pour demander, une fois de plus, l'interdiction au journaliste de pouvoir parler délibérément à la télévision ou à la radio comme il le fait encore actuellement. Si RTL a pris des mesures concrètes en le limogeant de ses émissions, M. Zemmour fait encore le tour des plateaux des médias et débat avec son collègue Éric Naulleau dans l'émission Zemmour & Naulleau en première partie de soirée les mercredis sur la chaîne Paris Première.

R ressortir, début novembre, cette controverse sur Éric Zemmour pourrait paraître – et à juste titre – incongru, voire sentir le réchauffé quand on voit que les polémiques de septembre et octobre sont petit à petit tombées dans l'oubli : même si la pétition lancée par Mme Sy pour *interdire de médias les personnes portant des messages d'incitation à la haine* (sic l'intitulé de la pétition) a obtenu jusqu'à aujourd'hui plus de 328.000 signataires sur la plateforme change.org, les signatures se font plus espacées que dans les premiers jours. Les vidéos où Mme Sy incitait à signer sa pétition et où elle diffusait contre la volonté de C8 l'intégralité de la scène entre M. Zemmour et elle, scène totalement surréaliste sur son compte Instagram, ne sont plus en première ligne (les deux vidéos contenant les extraits ont d'ailleurs été supprimées), mais perdues au milieu de *posts* mode, beauté, vie privée devenue publique propre aux stars (petites comme grandes), etc. Sur la même plateforme change.org, au nom d'un combat *contre la pensée unique*, des contre-pétitions se sont développées progressivement (sans atteindre le nombre sidéral de celle de Mme Sy évidemment), témoins ou d'une lassitude de cet unilatéralisme anti-zemmourien ou d'une volonté de montrer qu'il existe d'autres voix que celles de la gauche bien-pensante des médias, sans doute. Destin Français se trouvait encore la semaine dernière en tête des ventes de livres. Alors pourquoi faire cette controverse encore maintenant ? Car ce sujet, cette liberté d'expression toujours ambivalente ne devrait jamais cesser d'être d'actualité. Éric Zemmour, déjà condamné pour ses propos par le passé, semble « ne pas avoir compris » le message que l'on voulait lui faire passer, et au nom de la liberté d'expression si chère à la France, continue à faire passer ses messages haineux.

Alors que faut-il faire de M. Zemmour ? Qu'en penser, comment le considérer ? La liberté d'expression a-t-elle ses limites ? Comme lors des polémiques Alain Soral ou Dieudonné – tous deux condamnés par la justice pour leurs propos incitant à la haine – la majorité des sphères influentes se déclarent contre l'intéressé, mais n'adoptent pas la même position quant à ce qu'il faut faire avec le Cas Zemmour. En témoignent trois articles publiés dans Le Monde du week-end du 30 septembre-1^{er} octobre 2018, par Gérard Noiriel, historien, notamment auteur d'Une histoire populaire de la France. De la Guerre de Cent Ans à nos jours (Agone), par Guy Sorman, essayiste et ancien chroniqueur au journal Le Figaro, auteur d'un recueil, Journal d'ailleurs (Grasset), réunissant ses chroniques pour la presse étrangère et par Tania de Montaigne, journaliste et écrivaine, auteure, par exemple, de L'Assignation, Les Noirs n'existent pas (Grasset).

M. Noiriel, dans sa tribune, s'attaque, plutôt qu'à « l'Affaire Sy », au dernier ouvrage de M. Zemmour. En effet, étant historien, il s'effare de ce que Destin Français, qui se veut un livre d'Histoire de France, dissémine. Il voit cet ouvrage comme *une volonté de discréditer toute une profession*, et cite alors un article déjà vieux de cinq ans où M. Zemmour écrivait dans les colonnes du Figaro que « *L'Histoire [...] est en train de (re)devenir l'arme politique qu'elle fut à la veille de la Révolution, et plus encore au XIX^{ème} siècle* », et accusait les historiens d'appliquer à la lettre le précepte d'Orwell dans 1984 : « *Qui contrôle le passé contrôle l'avenir. Qui contrôle le présent contrôle le passé.* » Cet avis n'est pas nouveau donc, et il le ressort à tour de bras dans ses interviews données aux numéros automnaux des revues de la « nouvelle droite » comme Éléments ou L'Incorrect. M. Noiriel ajoute alors que *la thèse centrale* du livre d'Éric Zemmour, *c'est qu'il n'y a jamais rien de nouveau sous le soleil*, et que l'Histoire, depuis des années, *ressert les mêmes plats*, selon les mots du concerné. On pourrait lire dans l'Histoire de France *les catastrophes du futur*. C'est pourquoi Destin Français débute avec un chapitre *sur le pauvre Roland qui, à Roncevaux, aurait payé de sa vie son combat pour que l'Europe ne devienne pas musulmane* et se conclut avec *les musulmans d'aujourd'hui nous menacent à nouveau*. Entonnant le couplet habituel du « *c'était mieux avant* », M. Zemmour [évoque] *avec nostalgie la banlieue de son enfance et décrit l'invasion des quartiers populaires l'invasion des quartiers populaires par ces immigrés*, qui veulent faire la loi en France, imposer leurs traditions, religions etc., nous dit Gérard Noiriel, qui s'inquiète ensuite de cette manière d'utiliser l'Histoire qui repose sur nombre d'approximations et d'amalgames. En effet, exemplifie-t-il, les historiens *de métier* ont prouvé que ce n'étaient pas des Sarrasins, qui en 778, avaient tué Roland à Roncevaux, mais *sans doute des guerriers basques*. Zemmour s'appuierait donc sur la légende, de trois siècles postérieure aux faits, rédigée pour faire de la mort de Roland *un acte de résistance d'une Europe qui tremble solidairement avec ceux qui s'efforcent de s'émanciper de la domination ibérique dans la péninsule ibérique*.

Après cela, M. Noiriel développe une autre caractéristique *de cette rhétorique réactionnaire*. Elle consisterait à *utiliser des faits vrais, souvent dramatiques, mais exceptionnels, en tout cas très minoritaires, pour en rendre responsable l'ensemble d'une communauté*, déclare l'historien. Certes, ajoute-t-il pour s'expliquer, *le fait qu'un petit nombre d'activistes puissent mobiliser l'islam pour rallier à leur cause des populations laissées à l'abandon dans les quartiers est une réalité*. Mais stigmatiser l'ensemble des Français musulmans à partir de ce simple fait en les rejetant hors de notre Histoire *ne peut que renforcer ces replis identitaires*.

**CE N'EST DONC PAS
L'HISTOIRE, MAIS M.
ZEMMOUR, QUI,
DEPUIS DES
ANNÉES, « RESSERT
LES MÊMES PLATS »**

À partir de cela, il tente d'expliquer l'acharnement d'Éric Zemmour contre les historiens contre les historiens de métier. Cette opiniâtreté existe parce qu'il sait qu'aucun de ces « vrais » historiens *ne pourrait valider l'usage qu'il fait de l'histoire pour justifier ses obsessions politiques*. Ce qu'il reprochait dans l'article du Figaro qui a déjà été évoqué pourrait alors lui être imputé, puisqu'il tente d'en faire une *arme politique*. Mais ne pouvant lutter contre les historiens sur le plan du savoir, il ne reste que la polémique, le discrédit. C'est d'ailleurs assez cocasse de découvrir, note le journaliste, *quand on sait la puissance des réseaux dans lesquels ce journaliste est installé* (et qui lui permettent de tenter de discréditer les historiens à l'envi), *le pouvoir qu'il [...] attribue [aux] [...] enseignants-chercheurs qui [sont], pour la plupart, quasiment bannis des grands médias, qui [publient leurs] textes dans des revues spécialisés, qui [passent leur] vie dans les salles d'archives et les salles de cours, loin des sunlights et des plateaux de télévision*. Ce n'est donc pas l'Histoire, mais M. Zemmour, qui, depuis des années, « ressert les mêmes plats », plats remplis des mêmes obsessions, des mêmes insultes. On est alors légitimement en droit de se demander pourquoi ses écrits sont relayés par beaucoup de journalistes avec autant de complaisance. Trois raisons expliquent cela, selon l'historien. La première tient évidemment au fait qu'il est puissamment soutenu par tous ceux qui préfèrent qu'on focalise le débat public sur l'islam (ce qu'Éric Zemmour fait assez bien) ou l'immigration plutôt que sur l'aggravation des inégalités sociales. Secundo, il faut ajouter que la prose zemmourienne est également relayée par ceux qui n'ouvrent même pas ses livres, qui ne partagent pas ses obsessions mais qui exploitent le côté sulfureux du personnage. Et enfin, la troisième raison de ce relai c'est le type de réponse qu'apportent ceux qui polémiquent constamment avec Zemmour et consorts. Croire qu'on pourrait inverser la tendance en censurant M. Zemmour, comme le prônent les auteurs d'une pétition récente, [lui] semble illusoire. De fait, ajoute-t-il, l'un des enseignements que l'on peut tirer de l'histoire de France (et qu'on évidemment pas dans son livre), c'est que ce genre de journalistes pamphlétaires et polémistes adore cultiver la figure du héros bâillonné par ceux qu'il dénonce. Ce type de profil serait né dans les années 1880 avec Édouard Drumont, le fondateur du nationalisme antisémite. Dans son livre La France Juive, il y évoque avec nostalgie le vieux Paris souillé par l'immigration juive dans le quartier du Marais, et y accuse les juifs de former une nation dans la nation. Affirmant que les juifs ont pris le contrôle des institutions puissantes, il déclare que personne n'ose le dire car les vrais Français ont peur des représailles. La naïveté de l'idée des droits de l'Homme précipiterait la nation française dans l'abîme en facilitant la tâche des envahisseurs. Il dirait donc « tout haut ce que les Français pensent tout bas »

La France Juive fut le premier best-seller dans le domaine des essais politiques sous la III^e République, ajoute M. Noiriél, et la notoriété de Drumont fut servie par ses provocations, ses insultes, ses scandales. Les objets de sa haine lui intentèrent des procès, des duels, qui lui permirent de cultiver sa posture de victime du lobby juif portant atteinte à la – sa – liberté d'expression. Et ainsi, sans partager ses opinions, force journalistes républicains acceptèrent de promouvoir ce personnage sulfureux, car il générerait de l'audience, contribuant ainsi (involontairement, sans doute) à ancrer dans l'opinion la thèse du « problème juif ». Zemmour n'est pas Drumont, nuance-t-il rapidement. Son nationalisme antimusulman est moins violent que l'antisémitisme de Drumont, car il existe aujourd'hui des lois réprimant le racisme. Il rappelle ensuite la condamnation par le tribunal correctionnel de Paris, en 2011, pour « provocation à la haine raciale », ce qui a contribué à calmer ses ardeurs et à mieux choisir ses mots pour humilier celles et ceux qu'il ne supporte pas.

L'Histoire montre également que la réponse la plus efficace à ce genre de dérives identitaires de tous bords a été trouvée quand les représentants du mouvement social et des organisations humanitaires sont parvenus à construire un front commun contre les dérives

identitaires de tous bords. La volonté d'arracher l'histoire aux historiens de métier s'explique finalement parce que, depuis plus d'un siècle, la recherche savante a su s'opposer aux usages identitaires de l'histoire véhiculée par le roman historique. Or M. Zemmour cherche à réhabiliter cette vision surannée de l'Histoire en faisant de la France un personnage imaginaire, doté d'une identité stable et immuable, et non comme une communauté d'individus. Le journaliste regrette d'ailleurs nettement le passage d'une Histoire de France à une Histoire des Français, comme si l'un pouvait aller sans l'autre !, s'étonne l'historien. L'affirmation qui tend à dire que les historiens ne s'intéresseraient plus à l'Histoire de France est donc fautive. Ils l'examinent à partir de nouveaux points de vue, qui permettent aux lecteurs une décentration de leur regard, un enrichissement de leurs connaissances, et, ainsi, de devenir plus tolérants. La tolérance étant capitale.

Gérard Noiriel conclut enfin en disant que *défendre une Histoire de France ignorant les Français dans leur infinie diversité, comme le fait Destin Français, c'est aussi une façon d'invalider la possibilité même d'une histoire populaire de la France, que les historiens, dont [il fait] partie, s'efforcent pourtant de développer depuis longtemps dans leurs recherches. Au service d'aucune cause, cette histoire populaire tente simplement de saisir comment s'est façonné le peuple français, dans toute sa complexité : l'extrême diversité des apports qui se sont fondus en son sein y a sa place au même titre que les discriminations, les injustices, les luttes sociales mais aussi les solidarités, qui ont tissé la toile dont nous avons hérité et dans laquelle nous sommes toujours pris, termine-t-il.*

Guy Sorman, ex-collègue au Figaro d'Éric Zemmour, débute sa tribune avec cette expression *qui a trop servi mais qui vaut si bien* pour le polémiste : « *de quoi Zemmour est-il le nom ?* ». En effet, *son œuvre, ses fougades, ses insultes n'ont guère d'intérêt par elles-mêmes ; ce sont, pour l'essayiste, de pâles imitations des frasques auxquelles nous a habitué Jean-Marie Le Pen. Oui, mais. Mais ce Le Pen-là finissait toujours devant les tribunaux, récusés par tous, y compris dans son parti. À l'inverse, Éric Zemmour est considéré comme un éminent penseur : dans les médias traditionnellement « de gauche », on l'invite, pour le tourner en dérision peut-être, mais sans succès, car le bonhomme est agile. De l'autre côté dans les médias « de droite », on le soutient tout simplement. Des médias intelligents, comme Valeurs Actuelles ou Le Figaro sont maintenant rangés en ordre de bataille, alignés sur les propos les plus extrêmes de M. Zemmour. Il entend par-là l'invitation à assassiner Maurice Audin une seconde fois, à rejeter hors de France ceux qui ont la peau trop noire – et les Arabes, bien sûr les Arabes. M. Zemmour, désormais loin du trublion isolé et agité qu'il a pu être, est devenu le symptôme, l'expression en pleine lumière d'une droite dite décomplexée, fière de son passé le plus honteux.*

IL SE PASSE BIEN QUELQUE CHOSE DANS LA SOCIÉTÉ FRANÇAISE, ET M. ZEMMOUR EN EST LE NOM. Il se passe bien quelque chose dans la société française et c'est de cela dont M. Zemmour est le nom. Ce que visent Éric Zemmour et ses soutiens renverraient à *des marqueurs sensibles de notre histoire contemporaine : le Régime de Vichy, la décolonisation, Mai 68, estime M. Sorman. La devise pétainiste Travail, Famille, Patrie, voilà qui plaît à M. Zemmour, qui en fait l'éloge. Le Maréchal avait du bon – et au surplus il chassait le métèque : la France telle qu'on l'aime dans la nouvelle droite. Comment un Zemmour peut-il écrire cela aujourd'hui et en être approuvé ?, s'enquit l'auteur de la tribune.*

Le temps a passé, et le Régime de Vichy est devenu une abstraction : on peut en faire une image pieuse, une image quasiment délivrée de ces horreurs réelles dont il ne reste plus de témoins directs. Et c'est là le principe du révisionnisme. Quand Jacques Chirac reconnaissait la responsabilité de l'État Français dans l'extermination des juifs, c'était parce qu'il

appartenait à l'ultime génération encore ancrée dans la Seconde Guerre mondiale et la Résistance : la génération d'avant. Et la part des Français qui était vichyste entre 1940 et 1944 peut à nouveau l'être – du moins leurs héritiers, parce que le vichysme est devenue une idéologie pure. Pétain fut la France, et le pétainisme reste français. Sans l'admettre, il faut comprendre que tous les Français ne sont pas progressistes – et bien des Français sont réactionnaires – c'est leur droit. Ce qui est plus fâcheux en revanche, c'est que ce droit, légitime au demeurant, maquille l'Histoire et la réalité. Ce n'est pas la première fois que ça arrive : les bonapartistes ont réinventé Napoléon, des catholiques nient la pédophilie dans l'Église et des communistes ont oublié Staline. Le « zemmourisme », oublieux et sélectif à cet égard, est une idéologie comme une autre. Révisionnisme aussi de la Guerre d'Algérie et de la décolonisation. Les Pieds-Noirs, leurs héritiers, leurs partisans n'ont jamais accepté d'avoir dû donner raison à la révolution arabe ni d'avoir abandonné l'empire colonial français. On peut sympathiser avec leur souffrance personnelle, dit M. Sorman, même si l'on regrettera qu'ils n'aient pas été capables, ni naguère ni maintenant, de reconnaître celle de l'autre. Voilà donc l'essence même du révisionnisme : un jugement fondé sur la profonde animosité vis-à-vis de l'Autre, sans jamais prendre en compte que l'Autre aussi est humain et que les révisionnistes le torturent.

Cette Guerre d'Algérie que M. Zemmour s'emploie à perpétuer infiniment, c'est le rejet des Français d'origine arabe et contre ceux-là : s'ils sont musulmans, les appels à la laïcité ne sont que le maquillage d'une revanche. *Si la laïcité est légitime, le laïcisme de combat de M. Zemmour et ses affidés est une mascarade.* Au-delà du revanchisme et du révisionnisme, cela révèle, suivant Guy Sorman, une nostalgie de l'Empire Français (au même titre que le Brexit outre-manche est le reflet de la nostalgie de l'impérialisme et que le trumpisme celui de la nostalgie de la *pax americana*).

Faut-il qualifier ces révisionnistes de racistes, tout simplement ?, demande ensuite M. Sorman. Et de citer l'Affaire Sy en ajoutant que *reprocher, comme s'y emploie M. Zemmour, à une femme noire de ne pas porter un prénom français, c'est-à-dire chrétien, revient en réalité à lui reprocher d'être noire.* Et, indéniablement, dans tout l'Occident, on assiste non à un retour du racisme ordinaire (quoique) mais à ce que l'ancien chroniqueur a nommé dans le cas étatsunien *la revanche du mâle blanc*. On notera en effet que M. Zemmour s'était originellement singularisé en s'attaquant aux féministes : et dès lors, *il n'a fait qu'élargir le champ de la haine, en s'attaquant à toutes les formes de libération, dont Mai 68 fut et reste le symbole. [...] Si Mai 68 cristallise l'opprobre des révisionnistes, c'est qu'il incarne la libération de toutes les paroles contre le chauvinisme mâle.* Ce chauvinisme n'est pas que national, ajoute-t-il, et se manifeste dans tout l'Occident, où les vestiges des temps et des pouvoirs passés se sentent dépossédés de ce qu'ils considèrent *le droit naturel du père, du mari et du Blanc*.

Pourquoi maintenant ? *On a plusieurs fois évoqué la mémoire courte, qui favorise la révision et la réaction,* répond Guy Sorman. Ajoutez-y le délitement contemporain des doctrines de rechange, la gauche qui *macère dans la réaction à ses propres échecs*, la droite qui *ne sait plus se situer entre libéralisme et le nationalisme*, comme le fit un jour le gaullisme, et le macronisme qui n'est qu'une *pensée en creux, modeste par défaut et qui ne peut rallier les foules* : il ne reste plus aux esprits faibles que le passé, malléable, dans lequel se complaire infiniment, finit-il, assez pessimiste.

Mme de Montaigne, dans son article, commence par établir un parallèle avec la situation que les médias ont connue il y a quatre ans avec la parution du Suicide Français

(Albin Michel). *Il y a quatre ans, Éric Zemmour vivait chez moi, commence-t-elle. Il était dans ma télévision, sur mon ordinateur, dans ma radio. Le chroniqueur était sur les murs [...], dans les kiosques, dans les librairies. Cette omniprésence oppressante, c'était un cercle vicieux. Il parlait, continue-t-elle, et plus il parlait, plus on l'invitait. On voulait son avis sur les séries télé, les Noirs, les femmes, les Juifs, les Roms, les musulmans. Il déblatérerait et l'auditeur se demandait s'il avait bien entendu – il y avait toujours un petit doute. Mais si, c'était bien vrai, il l'avait dit. D'ailleurs, c'était bien pour cela qu'on l'invitait, et l'on n'était jamais déçu. Plus Éric Zemmour disait, plus on lui proposait de revenir pour dire encore. Et si personne ne l'invitait – rareté, tant il peut générer de l'audience, comme parallélisait Gérard Noiriel avec Drumont – et bien Éric Z., comme Tania de Montaigne va s'amuser à l'appeler pendant la moitié de son article (pourquoi ? On ne sait pas), s'auto-invite, avec à sa disposition des chroniques, des émissions, des plateaux entiers à sa disposition. Ainsi pouvait-il se plaindre du fait qu'on l'empêchait de dire ce qu'il pensait. Et en résultait, comme une plaie mal soignée qui enfle, les chiffres de vente de son livre dépassaient les 100 000, 200 000, 300 000, 500 000 exemplaires. Et quatre ans plus tard, on remet le couvert, désespère-t-elle. On repart, on relance le manège, [...] on saute comme pour attraper la queue du Mickey. Le mécanisme nous est connu, développe la journaliste. Installons-nous et attendons que ça sorte, nous dit-elle. Et de citer, finalement l'Affaire Sy que nous évoquions. « La France n'est pas une terre vierge », dit Éric Z. « C'est une terre avec un passé et les prénoms incarnent l'histoire de la France » [...] « Votre prénom n'est pas dans l'Histoire de la France. [...] Vous êtes dans le présent de la France, vous n'êtes pas dans l'Histoire », dit Éric Z.*

En réaction à ces propos désormais de notoriété publique, Tania de Montaigne ironise. Grâce à Éric Z., ça va beaucoup mieux [...], j'ai décidé de m'appeler Corinne. Et d'appeler sa fille du même nom, voire Corinne-Éric, puisque, continue-t-elle, se voulant cynique mais étant plus ridicule qu'autre chose, c'est joli et doux, parce qu'à quoi d'autre pourraient bien servir les filles à part être jolies et douces ? S'enlisant dans cette mélasse ironique, elle persiste et signe : et puis j'aimerais qu'elle apprenne le français en première, deuxième et troisième langue. C'est important, ça. Ne pas se perdre dans des langues étrangères qui la conduiraient hors du véritable chemin [...], de travail, de famille, de patrie, l'idéal d'Éric Z. Arrêtons-nous là. Bien loin de l'élévation intellectuelle des tribunes précédentes, l'écrivaine se perd dans des considérations pseudo-humoristiques creuses à mon sens. Elle revient ensuite à son propos initial et cite à nouveau le polémiste : « Corinne, c'est mieux qu'Hapsatou. Natacha, c'est moins bien que Nathalie. » (On notera par ailleurs que Natacha est bien une sainte du calendrier, fêtée le 26 août, et que l'argument calendaire de M. Zemmour ne tient pas debout). On peut s'en offusquer, le déplorer, l'attaquer, peut-être, mais certainement pas s'en étonner. Éric Z. fait du Éric Z., et il n'y a rien de nouveau là-dedans. C'est le même message ressorti depuis des années, constate-t-elle, pareille à l'historien précédemment mentionné. On va tous crever, c'est la faute des Noirs, des Arabes, des femmes divorcées... M. Zemmour serait donc dans la jubilation morbide de cette fin du monde qu'au fond il appelle de ses vœux. Et, reprenant les mots de Guy Sorman, interroge : de quoi Éric Zemmour est-il le nom ?

Il est le nom de nos peurs, de nos doutes, des interstices, que nous avons laissé les uns entre les autres, au lieu de tenir les rangs serrés. Il a eu différents noms, différentes couleurs. Il représente tous ceux, communautaristes et nationalistes, qui travaillent à découper la France en tranches fines [...] rêvant d'un monde [...] où l'autre serait un exact semblable.

**ÉRIC ZEMMOUR EST LE
NOM DE NOS PEURS, DE
NOS DOUTES, DES
INTERSTICES QUE NOUS
AVONS LAISSÉ LES UNS
ENTRE LES AUTRES.**

Zemmour est le nom de ceux qui *refusent de voir la France telle qu'elle est et qu'elle a toujours été, multiple, qui de l'esclavage à l'Affaire Dreyfus, de Vichy à l'OAS, veulent raisonner en « nous » et en « eux »*. Cependant, notre chance c'est que Zemmour n'est ni un Trump, ni un Salvini, ni Orban, ni un Poutine, relativise-t-elle. Ce n'est pas non plus une Le Pen, un Dupont-Aignan, un Wauquiez. *Il n'est le président d'aucune nation, le premier ministre d'aucun parti. Toutes ces fonctions [...] nous obligeraient à savoir précisément ce que cet homme pense. Mais au lieu de tout ça, nous voilà libres !* Et la tribune aurait pu – dû ? – s'arrêter là. Mais Mme de Montaigne ajoute un paragraphe dont on ne sait pas exactement quoi penser où elle décrit une utopie qui d'intelligente passe à grotesque. *Alors, je propose qu'au lieu de dépenser 24, 50 €, le prix du nouveau livre d'Éric Zemmour, commence-t-elle, pour lire ce qui nous déjà offert à longueur d'interviews, de Tweet et autres clashes, nous rêvions à toutes les choses [...] enrichissantes ou simplement plaisantes que nous pourrions faire avec cette somme. Nous pourrions lire Françoise Héritier, Hannah Arendt, James Baldwin, [...], Toni Morrison, Simone Veil, Jean Hatzfeld... Nous pourrions aller voir [...] le magnifique documentaire sur Martin Luther King. Nous pourrions manger des glaces en regardant la mer, ou la Seine [...]. Nous pourrions aussi aller au restaurant avec des amis – Mélanie, Yasmina, Medhi, Kim, Yasha, Samba, Joana – et [...] inventer un autre monde que celui d'Éric Zemmour.*

De ces trois avis, chacun anti-Zemmour pour leurs raisons, les deux premiers paraissent comme les plus raisonnés, d'abord par l'évidente qualité sur le fond comme sur la forme (à la différence du troisième) des arguments énoncés, et du calme dont leurs auteurs font preuve, loin de l'agressivité, dans le fond semblable à celle qu'elle dénonce, des bien-pensants et autres PC (politiquement corrects/conscientisés). Sans donner raison à M. Zemmour, je rejoins pour ma part M. Noiriél, qui livre pour moi la meilleure des trois analyses du Cas Zemmour, notamment par son point de vue historique. Censurer M. Zemmour pour ses propos sur *Les Terriens du Dimanche* serait lui conférer une aura supplémentaire, ce que ne veulent en aucun cas ceux qui prônent son interdiction. Dire à quelqu'un que son prénom n'est pas la République, c'est complètement idiot – restons polis – mais s'il fallait interdire d'antenne tous les journalistes ou chroniqueurs qui déblatèrent quotidiennement des idioties sans être inquiétés, le PAF, bien qu'assaini, serait à peu près vide. Il faut donc, pour perpétuer la vie journalistique et les mondes du débat, laisser évoluer ce genre de personnage dans les médias, tout en lui appliquant des sanctions pénales justes si ses dérives incitent vraiment à la haine – ce qui a été le cas par le passé mais qui, selon moi, ne l'est pas dans le cas de Mme Sy.

Louis RUBELLIN (1L1), 31 octobre 2018